

Index AI : PRE01/256/2010
26 July 2010

Les autorités égyptiennes doivent assurer la protection des témoins dans une affaire de brutalités policières

Les autorités égyptiennes doivent veiller à ce que les témoins appelés à comparaître dans le cadre du procès de deux policiers accusés d'avoir battu à mort un homme devant un cybercafé d'Alexandrie soient protégés contre d'éventuelles représailles, a déclaré Amnesty International ce lundi 26 juillet 2010.

Le procès des policiers accusés d'avoir tué Khaled Mohammed Said, 28 ans, doit s'ouvrir mardi 27 juillet, mais l'on craint que les personnes venant témoigner contre les policiers ne soient menacées.

« Les autorités égyptiennes doivent veiller à ce que les témoins de l'agression de Khaled Mohammed Said bénéficient de toutes les protections possibles, tant pour garantir leur sécurité que pour encourager d'autres témoins à se faire connaître », a expliqué Malcolm Smart, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

Deux policiers du poste de Sidi Gaber, à Alexandrie, sont inculpés de mauvais traitements, de passage à tabac et d'actes de torture infligés à Khaled Mohammed Said, ainsi que d'arrestation illégale. Ils n'ont pas été accusés de responsabilité directe dans sa mort.

S'ils sont déclarés coupables, ils encourent une peine de trois à 15 ans de prison.

Une autopsie officielle aurait conclu que Khaled Mohammed Said était mort par asphyxie, après avoir avalé un sachet de narcotiques, et que les blessures subies lors de son arrestation n'avaient pas entraîné sa mort.

Cependant, ces conclusions ont été largement remises en cause, le ministère de l'Intérieur étant accusé de s'en servir en vue d'occulter cette affaire.

Le centre El Nadim pour la réadaptation des victimes de violence, ONG indépendante, réclame qu'une nouvelle autopsie soit effectuée par un médecin légiste indépendant.

Selon des experts médico-légaux internationaux et indépendants, l'autopsie effectuée sur la dépouille de Khaled Mohammed Said ne remplissait pas les critères minimaux fixés par les normes internationales en matière d'autopsies et présentait de nombreuses déficiences.

« Nous saluons la comparution en justice des deux policiers accusés d'avoir battu Khaled Mohammed Said peu avant sa mort. Il s'agit d'une première avancée vers la rupture du cycle de l'impunité qui prévaut en Égypte depuis bien longtemps, et favorise la torture et les atteintes aux droits humains infligés aux suspects par les policiers, a noté Malcolm Smart.

« Pourtant, pour que justice soit rendue dans cette affaire, les autorités égyptiennes doivent garantir que les témoins des faits, ainsi que la famille de la victime et ceux qui œuvrent à faire éclater la vérité, seront protégés contre les menaces, les violences et les actes d'intimidation, afin qu'ils puissent témoigner librement devant un tribunal. »

Selon les avocats, les témoins ont peur de se faire connaître depuis qu'un ami de Khaled Mohammed Said, Tamer El Sayyed Abdelmoneim, a été attaqué par neuf hommes armés de couteaux le 20 juillet.

Ils lui ont conseillé de ne plus participer à l'enquête concernant la mort de Khaled Mohammed Said et de ne plus s'y « s'ingérer », menaçant de le rendre « inutile » s'il n'obtempérait pas. Les neuf hommes l'ont giflé et frappé, lui ont dérobé son portefeuille, et l'ont abandonné avec une entorse à la cheville.

Tamer El Sayyed Abdelmoneim a déclaré à Amnesty International : « Je n'ai pas peur. Ce qui est arrivé à Khaled est injuste et je ne peux pas rester les bras croisés... Le problème c'est que comme j'ai été agressé, certains témoins potentiels sont terrifiés à l'idée de venir témoigner. Ils disent : " Voici ce qui t'est arrivé alors que tu ne faisais que recueillir des informations, alors que va-t-il nous arriver si nous parlons ? " »

La mort de Khaled Mohammed Said a suscité des manifestations suivies au sein de la population en Égypte, où la police et les forces de sécurité ont de lourds antécédents en matière de torture et d'atteintes aux droits humains infligées aux suspects.

« Il est crucial que dans des affaires de cette nature, lorsque des policiers sont accusés d'avoir usé de violence contre des suspects en détention, les autorités égyptiennes prennent toutes les mesures possibles pour veiller à ce que justice soit rendue, a indiqué Malcolm Smart.

« Depuis bien trop longtemps, certains policiers et membres des forces de sécurité égyptiens agissent comme s'ils se croyaient au-dessus des lois, ce qui a engendré une culture de l'injustice et de l'impunité. Il est grand temps que cela prenne fin, une bonne fois pour toutes. »